

A map of Western Canada, showing parts of British Columbia, Alberta, and Saskatchewan. Labels include 'Fort Nelson', 'Peace', 'Fort McMurray', 'ALBERTA', 'Saskatchewan', 'SASKATCHEWAN', 'Prince Albert', 'Edmonton', and 'Regina'.

Sous la direction de
CLAUDE COUTURE



TISSER DES LIENS ENTRE CANADIENS

*Conférences LOUIS-DESROCHERS
en études canadiennes*

Collection
de l' **O** perspectives
ouest



Collection
de l' **O** perspectives
Ouest

La collection «Perspectives de l'Ouest» est consacrée à la publication d'écrits sur l'Ouest, de préférence dans une perspective comparative avec le Québec ou le Canada, ou par des auteurs de l'Ouest travaillant dans ce sens. Elle sera consacrée à des ouvrages multidisciplinaires qui font appel à la collaboration de plusieurs auteurs, intégrant des concepts dans une approche originale, incluant l'étude des francophonies canadiennes. En diffusant des ouvrages sur la culture et les institutions en relation avec les conflits sociopolitiques, les contextes historiques et sociaux, nous espérons ainsi contribuer à une meilleure compréhension de l'Ouest et de ses auteurs, notamment au Québec et dans la francophonie internationale.

Tisser des liens entre Canadiens

Sous la direction de
Claude Couture

Tisser des liens entre Canadiens

Conférences Louis-Desrochers
en études canadiennes

2001-2010



Presses de
l'Université Laval

Les Presses de l'Université Laval reçoivent chaque année du Conseil des Arts du Canada et de la Société de développement des entreprises culturelles du Québec une aide financière pour l'ensemble de leur programme de publication.

Nous reconnaissons l'aide financière du gouvernement du Canada par l'entremise du Fonds du livre du Canada pour nos activités d'édition.

Maquette de couverture : Laurie Patry

Mise en page : In Situ inc.

© Presses de l'Université Laval. Tous droits réservés.

Dépôt légal 2^e trimestre 2011

ISBN 978-2-7637-9179-1

PDF : 9782763791807

Les Presses de l'Université Laval

www.pulaval.com

Toute reproduction ou diffusion en tout ou en partie de ce livre par quelque moyen que ce soit est interdite sans l'autorisation écrite des Presses de l'Université Laval.

Table des matières

Avant-propos	IX
Introduction	1
John Ralston SAUL	
L'engagement citoyen dans une société complexe	9
Laurent BEAUDOIN	
L'avenir des Canadiens	33
La très honorable Beverley MCLACHLIN	
Un fragile équilibre : le rôle des tribunaux dans la conciliation entre droits individuels et intérêt collectif	41
Sherry SIMON	
Comment traduire le métissage : réflexion sur la citoyenneté culturelle.....	57
E.D. BLODGETT	
L'histoire littéraire au Canada et au Québec et la difficulté d'être.....	73
Benoît PELLETIER	
Une perspective québécoise sur l'état actuel de notre fédération ...	91
Nancy HUSTON	
Professeurs de désespoir	101
Jules DUCHASTEL	
La démocratie aujourd'hui : entre crise et renouveau.....	117
Philip RESNICK	
Les racines européennes de l'identité canadienne	163

Katia HADDAD

Bilinguisme, multiconfessionnalisme
et culture de synthèse: le cas du Liban 181

Edmund A. AUNGER

Le français langue officielle en Alberta : une histoire de droits
autrefois acquis et garantis, maintenant supprimés et niés,
de 1835 à nos jours 195

Paul DUBÉ

La décision Mahé : origines, sens, étendue. Chronique
d'une victoire annoncée... 213

Avant-propos

Ce recueil de dix années de conférences Louis Desrochers trace à la fois l'évolution des Études canadiennes au sein de l'Université de l'Alberta, la transformation des communautés de langues officielles du Canada vers une plus grande ouverture et les interactions plus vives avec les diverses composantes de la société canadienne. C'est John Ralston Saul lui-même qui avait bien établi les paramètres de cette évolution dès la première conférence où il sommait les communautés en situation « moins nombreuses », comme le disait Antonine Maillet, de jouer un rôle de leadership dans le développement du Canada. Ainsi la Loi sur les langues officielles, la Charte canadienne des droits et libertés et les jugements successifs de la Cour suprême auraient appuyé l'émergence de ces communautés comme agents de changement et « passeurs » entre les grandes communautés linguistiques du Canada, pour reprendre une idée d'Hubert Lussier. Cette vision des minorités cadre bien avec la vision de l'Institut d'études canadiennes et son directeur, le professeur Claude Couture, éditeur et conférencier passionné. Sous son leadership inspirant et inspiré, l'Institut a su jouer un rôle important sur les plans national et international. Au sein de l'Université de l'Alberta, il a de plus mis sur pied le Groupe de recherche en interculturalité, transculturalité et immigration (GRITI) pour accompagner cette émergence de nos francophonies et la remise en question des balises identitaires des communautés qui en a résulté. En Saskatchewan, Dominique Sarny et Peter Dorrington, de l'Institut français de l'Université de Regina, et l'Assemblée communautaire fransaskoise (ACF) ont entrepris un difficile mais combien important exercice de réconciliation avec les populations métisses. En à

peine dix ans, la venue de nouveaux arrivants et le grand nombre d'inscrits aux programmes d'immersion dans l'Ouest canadien, tous et toutes cherchant à participer à l'édification d'un Canada respectueux des ses principes fondateurs d'équité, de diversité et de communauté, ont mené à une réflexion et une redéfinition de l'appartenance à cette nouvelle francophonie. L'Institut et ses principaux chercheurs ont été des acteurs de premier plan, entre autres les professeurs Couture, Dubé, Auger, Ipperciel, Mulatris, Boily, Léonard, Ladouceur, Kermoal et Sing. Le professeur Dubé a d'ailleurs été un des parents dans la célèbre cause Bugnet qui a mené à la gestion des écoles francophones à travers le Canada. Edmund Auger a été chercheur principal et un témoin important dans la cause Caron, laquelle aboutira sans doute devant la Cour suprême. Tous ces efforts dans l'Ouest ont aussi trouvé écho en Ontario et au Manitoba sous le leadership visionnaire des gouvernements McGuinty (avec la ministre Meilleur) et Sellinger, tous deux ayant poussé la reconnaissance du français au-delà du « *tipping point* ».

Je termine cet avant-propos en vous invitant à partager la passion, l'amour du Canada et de la francophonie des intervenants dont les textes sont réunis ici. Chaque texte est un constat, parfois inquiétant parfois rassurant, mais aussi un récit d'engagement optimiste envers le Canada, le vrai Canada, celui des valeurs canadiennes.

Derrière chacune des conférences et derrière cet ouvrage, il y a eu des gens qui ont travaillé dans l'ombre. Je me permets ici de nommer Marie-Claude Levert, Alain Nogue, Maryse Lavigne et Mona Liles, Denis Fortin, Mathieu Trépanier. Merci chers collègues et à vous, chers lecteurs, bon voyage.

Marc Arnal
Doyen
Campus Saint-Jean

Introduction

Pendant des décennies, Louis Desrochers a été un des piliers de la francophonie de l'Ouest en général et de l'Alberta en particulier. Né en 1928 dans la région de Montréal, il a quitté le Québec avec sa mère pour aller s'établir à Jasper, en Alberta, quelque temps après la mort subite de son père, qui est survenue alors qu'il n'avait que dix-huit mois. Adolescent, il a fréquenté, à Edmonton, le collège des Jésuites et, subséquemment, le collège Saint-Jean.

Fondé en 1908, la même année que l'Université de l'Alberta, par les Pères Oblats, le collège Saint-Jean a été pendant un siècle une institution importante de la francophonie de l'Ouest. En 1978, il est devenu une des facultés de l'Université de l'Alberta et aujourd'hui, il est connu sous le nom de Campus Saint-Jean, la faculté francophone de l'Université de l'Alberta. En 2010, l'université compte près de 40 000 étudiants, dont environ 800 se trouvent au Campus Saint-Jean.

Diplômé de l'Université de l'Alberta en droit au début des années 1950, Louis Desrochers a joué un rôle très actif à la fois au sein de cet établissement, où il a été chancelier de 1970 à 1974, et au collège Saint-Jean. Après ses études collégiales dans les années 1940 et avant ses études en droit, il a obtenu un diplôme de premier cycle à l'Université d'Ottawa. C'est d'ailleurs dans cette ville qu'il a rencontré une jeune femme extraordinaire, Marcelle Boutin, qu'il a épousée. Le couple et leurs cinq enfants n'ont cessé d'être d'importants leaders de la communauté francophone de l'Ouest.

Toute sa vie, par ses fonctions d'avocat très en vue à Edmonton, notamment avec la firme McQuaig, et ses nombreuses activités bénévoles, notamment au sein des associations francophones, Louis Desrochers a

constamment tissé des liens importants entre Canadiens. D'où est venue l'idée de lancer, il y a dix ans, au moment où la sénatrice Claudette Tardif était doyenne de Saint-Jean, une série de conférences en études canadiennes portant le nom Louis Desrochers et le titre *Tisser des liens entre Canadiens*. La série s'est poursuivie sous le leadership du doyen Marc Arnal de 2003 à 2010. Le principe était de présenter des points de vue différents, à partir de disciplines variées, sur le Canada et la francophonie nationale et internationale. Le tableau suivant montre bien la variété des sujets et des disciplines qui ont été abordés au fil de la dernière décennie.

Conférences Louis Desrochers, 2001-2010

Dates	Conférenciers	Titres
2001		
24 sept.	Son Excellence John Ralston Saul , romancier, essayiste et historien.	L'engagement citoyen dans une société complexe
22 nov.	Laurent Beaudoin , président du conseil d'administration de Bombardier, inc.	L'avenir des Canadiens
2002		
28 févr.	Gérard Bouchard , professeur et directeur fondateur de l'Institut interuniversitaire de recherches sur les populations. Il a reçu le Prix du Gouverneur général en 2000.	Genèse des nations
24 sept.	La très honorable Beverley McLachlin , juge en chef du Canada (Cour suprême).	Le rôle des tribunaux dans la recherche d'un juste équilibre entre les droits individuels et les intérêts collectifs
2003		
30 janv.	Renée Dupuis , avocate, spécialiste des questions autochtones. Elle a reçu le Prix du Gouverneur général en 2001.	Les droits des autochtones du Canada
27 mars	Sherry Simon , professeure, spécialiste de la théorie de la traduction et de la théorie littéraire au Canada français et anglais.	Comment traduire le métissage: réflexion sur la citoyenneté culturelle

2004		
21 janv.	Céline Galipeau , correspondante internationale à Radio-Canada.	Correspondante canadienne à l'étranger : pour être témoin de son temps
25 févr.	E.D. Blodgett , professeur de littérature comparée et récipiendaire du Prix du Gouverneur général en poésie.	L'histoire littéraire au Canada et au Québec et la difficulté d'être
23 mars	Benoît Pelletier , ministre des Affaires intergouvernementales du Québec.	Une perspective québécoise sur l'état actuel de notre fédération
19 mai	Nancy Huston , écrivaine de réputation internationale.	Professeurs de désespoir
30 sept.	Angéline Martel , professeure de sociolinguistique et de didactique des langues secondes.	L'éducation des communautés francophones et acadiennes du Canada dans le contexte d'idéologies mondialisées : chiffrer la solidarité
16 nov.	Jules Duchastel , professeur titulaire, Université du Québec à Montréal.	Citoyenneté identitaire et démocratie participative
2005		
3 mars	Philip Resnick , professeur à l'Université de la Colombie-Britannique.	Les racines européennes de l'identité canadienne
27 oct.	Katia Haddad , vice-doyenne de la Faculté des sciences de l'éducation à l'Université Saint-Joseph au Liban.	Bilinguisme, multiconfessionnalisme et culture de synthèse : le cas du Liban
2006		
25 janv.	Herménégilde Chiasson , lieutenant-gouverneur du Nouveau-Brunswick.	Zen et l'art d'être Acadien
4 mai	Robert Lalonde , dramaturge et romancier québécois.	En lisant, en écrivant...
25 sept.	Jocelyn Létourneau , professeur et titulaire de la Chaire de recherche du Canada en histoire économique politique du Québec contemporain.	Pour une autre histoire du Québec

1 ^{er} nov.	Daniel Salée , professeur de science politique à l'Université Concordia.	Nationalisme, citoyenneté et diversité ethnoculturelle : entre l'ambiguïté québécoise et le miroir aux alouettes du multiculturalisme canadien
2007		
18 janv.	L'honorable Peter Lougheed , ancien premier ministre de l'Alberta.	The Changing Government Scene in Alberta and Canada
26 janv.	Dyane Adam , ancienne commissaire au Commissariat aux langues officielles.	La dualité linguistique canadienne d'aujourd'hui : une force agissante ou vestige d'un temps révolu ?
10 avril	Stephen Lewis , ancien envoyé spécial de l'ONU pour le VIH/SIDA en Afrique.	Canada's Status in the World : How Does It Measure Up ?
26 avril	Jack Jedwab , directeur général de l'Association d'études canadiennes.	Les francophones dans le « ROC » : Enjeux démographiques et identitaires
27 sept.	Pierre Nepveu , professeur au Département des littératures de langue française à l'Université de Montréal.	Le Québec et les francophonies nord-américaines : un point de vue littéraire
25 oct.	Anne Leis , professeure agrégée au Département de santé communautaire et d'épidémiologie à l'Université de la Saskatchewan.	Santé publique et francophonie
22 nov.	André Pratte , éditorialiste en chef au journal <i>La Presse</i> .	Reconquérir le Canada : un nouveau projet pour la nation québécoise
2008		
30 janv.	Claudette Tardif , sénatrice.	L'espace politique francophone : le Sénat d'hier à aujourd'hui
12 févr.	Chantal Hébert , chroniqueuse aux Affaires nationales au journal <i>Toronto Star</i> .	La montée de la droite au Canada et au Québec : mirage ou réalité
27 mars	Edmund A. Aunger , professeur au Campus Saint-Jean.	Le français langue officielle en Alberta : une histoire de droits autrefois acquis et garantis, maintenant supprimés et niés, de 1835 à nos jours

24 sept.	Guy Laforest , professeur au Département de science politique à l'Université Laval.	Interpréter le fédéralisme canadien au Québec
16 oct.	Paul Perron , professeur d'études françaises à l'Université de Toronto.	Soi-même et les autres : les premières rencontres entre Français et autochtones aux 16 ^e et 17 ^e siècles
2009		
22 janv.	Paul-André Comeau , directeur du Laboratoire d'étude sur les politiques publiques et la mondialisation à l'École nationale d'administration publique.	Journalisme et médias au Québec : un univers particulier
12 mars	Laurier Turgeon , titulaire de la Chaire de recherche du Canada en patrimoine ethnologique, professeur d'ethnologie et d'histoire et recteur de l'Institut du patrimoine culturel à l'Université Laval.	Le patrimoine culturel de l'Amérique française : enjeux et perspectives d'avenir
1 ^{er} oct.	André Plourde , professeur titulaire au Département de science économique à l'Université de l'Alberta.	La situation économique en 2008-2009 : crise ou récession comme les autres ?
2010		
21 janv.	Sylvie Stachenko , doyenne de l'École de santé publique à l'Université de l'Alberta.	La santé publique au 21 ^e siècle
18 mars	Paul Dubé , professeur titulaire au Campus Saint-Jean.	La décision Mahé : origines, sens, étendue. Chronique d'une victoire annoncée...

Pour diverses raisons, nous n'avons pu publier tous ces textes, mais ceux qui se trouvent dans l'anthologie constituent un excellent échantillon de la série de conférences, laquelle a commencé avec un brillant exposé de John Ralston Saul sur l'importance de l'engagement citoyen et a pris fin avec une allocution de Paul Dubé. Ce dernier a été pendant trente ans professeur au Département de français (aujourd'hui langues modernes) à l'Université de l'Alberta. Il a également été un des trois parents associés à la célèbre cause Mahé et à la décision de la Cour suprême, en 1990, en faveur des droits des minorités linguistiques à une éducation dans leur langue. Cette décision a eu d'énormes conséquences

sur toute la francophonie. D'une certaine façon, la boucle a été bouclée, en dix ans, d'abord avec un appel à l'engagement et ensuite avec le parfait exemple d'un citoyen passionnément engagé.

Rappelons, par ailleurs, que l'expression « études canadiennes » a servi à désigner depuis une trentaine d'années une approche interdisciplinaire distincte caractérisant la recherche et l'enseignement sur le Canada dans un contexte de redéfinition du nationalisme canadien des années 1960 et 1970. En 1968, inspiré par les fêtes du Centenaire, A.B. Hodgetts a publié *Quelle culture? Quel héritage?*, ouvrage dans lequel il a eu cette formule plutôt choquante pour l'époque: « Nous enseignons une version terne, irréaliste et consensuelle de notre passé; une chronologie aride de progrès politiques et économiques ininterrompus qui gomme les controverses qui font pourtant partie intégrante de l'histoire. » Plus tard, en 1972, l'Association des universités et collèges du Canada (AUCC) a demandé à T.H.B. Symons « d'enquêter, de faire rapport et de formuler des recommandations sur l'état de l'enseignement et de la recherche dans les différents domaines d'études portant sur le Canada ». En 1976, son rapport, intitulé *Se connaître*, préconisait un renouvellement de programmes et d'activités au sein des universités, des organismes gouvernementaux, des associations professionnelles et des organisations des secteurs public et privé pouvant favoriser une meilleure connaissance du Canada. L'étude de Symons a, de fait, entraîné ces changements à tous les niveaux du système de l'éducation et des programmes gouvernementaux ainsi que de nombreux rapports, études et commissions. Hodgetts, Symons et d'autres auteurs ont aussi soulevé des questions touchant l'industrie de l'édition, la science, la technologie, les archives et les relations internationales. Le débat public qui a suivi a davantage porté sur la notion d'« identité canadienne » et a provoqué de nouvelles initiatives. Ainsi, en 1970, la Fondation d'études du Canada a été lancée avec l'appui de l'Institut d'études pédagogiques de l'Ontario. Son objectif était de proposer des moyens d'améliorer la qualité des études canadiennes dans les écoles primaires et secondaires du pays.

Parmi ses nombreuses réalisations, on compte la publication, en 1978, d'un modèle de programme d'études intitulé *Perspectives nouvelles en enseignement du Canada*. Malheureusement, étant donné une diminution du financement public, la Fondation a été dissoute en 1986. Le leadership en études canadiennes a alors de plus en plus été assumé par des professeurs d'université intéressés par les études canadiennes qui ont créé l'Association d'études canadiennes, une organisation interdisciplinaire vouée à la promotion de l'enseignement, de publications et de recherches

sur le Canada au niveau postsecondaire au moyen de programmes nationaux et régionaux. Pour sa part, le Conseil international des études canadiennes a été créé en 1981. Il a eu pour objectif, entre autres, de fournir des moyens d'échange et de diffusion du savoir sur le Canada à l'échelle internationale. Il a aussi eu, de toute évidence, un impact considérable au Canada.

À l'Université de l'Alberta, l'Institut d'études canadiennes constitue le lieu de rencontre et de développement des activités d'enseignement, de recherche et de diffusion de la connaissance en ce qui a trait aux études canadiennes, en français, au Campus Saint-Jean. Ses principaux créneaux sont : 1) les questions nationales et les identités dans un Canada de plus en plus multiculturel ; 2) la francophonie canadienne, particulièrement celle de l'Ouest – culture, art et société ; 3) l'éducation en français en milieu majoritairement anglophone ; 4) les relations politiques et économiques du fédéralisme.

Les études canadiennes constituent à la fois un domaine interdisciplinaire ayant pour objet l'étude du Canada et un carrefour multidisciplinaire regroupant diverses sciences humaines et naturelles dont, surtout, la science politique, les études littéraires, l'histoire et la sociologie. Faculté francophone d'une université de langue anglaise, le Campus Saint-Jean vit lui-même une dimension importante de la réalité canadienne, d'où l'émergence de cours et de recherches en études canadiennes sur le thème « Francophonies canadiennes et fédéralisme ». Dans ce cadre, l'Institut vise à favoriser l'aspect interdisciplinaire des études canadiennes, à regrouper les ressources, à offrir des conférences et des séminaires, à soutenir des publications et à encourager les contacts entre les canadianistes du Campus Saint-Jean et ceux de partout à travers le monde.

Bruce Hutchison, dans *The Unknown Country*, écrivait en 1942 : « No one knows my country, neither the stranger nor its own sons. » L'énigme canadienne semble donc persister même si de nombreux auteurs ont décrit une façon d'être Canadien malgré l'impossibilité de saisir et de connaître le Canada de manière définitive. La présente anthologie veut simplement contribuer à reconnaître cette complexité et la difficile tâche d'appréhender le Canada.

Claude Couture
 Directeur
 Institut d'études canadiennes

John Ralston SAUL

L'ENGAGEMENT CITOYEN DANS UNE SOCIÉTÉ COMPLEXE

24 septembre 2001

Votre honneur et mon amie madame Hole, je suis ravi de vous voir ici. Maître Desrochers, quand on m'a invité à venir parler ce soir, j'ai accepté sans hésitation parce que vous êtes un homme qui a tellement travaillé pour la communauté et, comme beaucoup de monde, j'admire ce que vous avez fait. Doyenne Tardif, vice-recteur principal Oworm, mesdames, messieurs.

C'est un moment assez difficile pour vous parler du citoyen dans une démocratie. Comme vous le savez, la démocratie est un système qui bouge assez lentement, un système qui offre peu de réponses claires et nettes. En règle générale, c'est un système dont la gloire réside dans son inefficacité. Heureusement, c'est aussi un système dans lequel la répétition est la règle, un système dans lequel parfois on admet nos erreurs, parfois on ne les admet pas. En dépit de tout, la démocratie est un système vraiment extraordinaire. C'est un système qui nous permet de ne pas nous entretuer. C'est un système qui permet qu'on écoute, qu'on discute. C'est un système qui nous permet d'agir de façon plus ou moins civilisée. Hélas, on est mal préparé pour des événements violents. On est toujours mal préparé pour les guerres : on était mal préparé pour la Première Guerre mondiale et on était mal préparé pour la Deuxième Guerre mondiale. On est toujours mal préparé pour les guerres parce que les démocraties ne sont pas des systèmes conçus pour la guerre. Cela ne veut

toutefois pas dire que les démocraties sont incapables de faire la guerre. C'est difficile, ça demande des compromis et il faut tout faire pour que ces compromis soient à très court terme.

Je sais très bien que depuis deux semaines, le discours des gens contribue à la confusion de la vie à l'intérieur d'une démocratie parce qu'on est frappé par quelque chose d'inattendu et de violent et dont la complexité se situe à plusieurs niveaux.

Si le choix du sujet de cette conférence inaugurale a précédé les événements du 11 septembre, je dois vous dire que je trouve qu'il est très à propos dans les circonstances. Il est extrêmement important dans des moments comme ceux-ci de se souvenir que nous sommes citoyens, que nous sommes des individus responsables, des individus capables de donner une forme à notre société et que nous vivons dans une démocratie qui a des défauts et des forces, mais qui est tout de même une démocratie.

Si vous me demandez ce qu'est un citoyen engagé, je me tournerai vers maître Desrochers pour la réponse. La vie de maître Desrochers est un exemple de ce que signifie être un citoyen, un homme qui a une idée du bien public, un homme qui a une idée du service à sa communauté. Je suis certain que si on demandait à maître Desrochers ce que représentent pour lui le bien public et le service à la communauté, il nous répondrait qu'il a passé des mois, des années dans des comités, dans des réunions à s'ennuyer sans bon sens. Il a agi ainsi parce qu'il croyait au bien public. Son service à la communauté a été exemplaire. C'est un exemple du genre de vie auquel il faut aspirer comme citoyen. Il nous faut des exemples du genre; il nous faut des «role models» comme on dit en anglais.

Servir sa communauté, ce n'est pas faire la charité. Si ce n'est pas nécessairement du bénévolat, ce n'est pas non plus agir selon son intérêt personnel. Même si nous avons toujours un intérêt personnel, le service à la communauté se fait parallèlement et nos actions reflètent les intérêts de la communauté. De plus, ce n'est pas quelque chose qu'on fait pour éveiller la gratitude chez les autres. Je suis certain que maître Desrochers a travaillé pendant des décennies sans que personne ne lui témoigne de reconnaissance. De fait, c'est probablement le contraire qui s'est produit. Comme plusieurs, il est sans doute très surpris qu'autant de gens reconnaissent aujourd'hui sa contribution.

L'idée de service mérite notre attention précisément parce qu'on croit au bien public. Le bien public est l'élément clé de la vie du citoyen. Adam Smith croyait que le citoyen engagé devait avoir le sens de l'autre.

Voilà ce que Adam Smith a expliqué longuement dans son premier livre, *The Theory of Moral Sentiments*. Et voilà une idée d'Adam Smith reprise très peu, sinon jamais, par les néoconservateurs qui, en revanche, ont cité trois ou quatre phrases hors contexte de son deuxième livre pour essayer de prouver qu'il était de leur bord. En règle générale, les néoconservateurs n'ont pas lu le reste de ce livre, *The Wealth of Nations*, ou ils l'ont laissé de côté parce que c'est un peu dérangent. Ils n'ont surtout pas lu *Moral Sentiments*, dans lequel il explique clairement et nettement qu'agir selon ses propres intérêts doit passer après le sens de l'autre.

Il faut savoir imaginer l'autre, le sentir, ressentir sa situation. Il est très difficile de ressentir ce genre d'empathie, surtout si on ne souffre pas alors que l'autre souffre. Pour vivre dans une démocratie, il faut pouvoir «imaginer», et le mot est approprié, la souffrance de l'autre, imaginer sa situation et ses besoins sur les plans linguistique, religieux, financier ou familial.

Même si j'ai beaucoup critiqué tout ce qu'il y a de négatif du XVIII^e siècle, surtout la façon dont on a isolé la raison des autres qualités humaines, j'associe maître Desrochers à ce siècle, mais à ce qu'il représente de mieux. Maître Desrochers est un homme qui a un sens de l'équilibre, qui reconnaît les nombreuses qualités chez les autres. Il est conscient des gens autour de lui et il sait communiquer avec eux. C'est parce qu'il reconnaît l'existence de l'autre et qu'il s'en fait une idée que maître Desrochers est un homme clé dans les communautés d'Edmonton, du nord de l'Alberta et du Canada. Nous partageons l'espace avec quelque trente millions de Canadiens qui tous pensent différemment, qui tous ont des droits, qui tous ont des forces et des faiblesses.

Il y a pas mal de gens dans cette salle qui m'ont déjà entendu affirmer que le moment est venu de parler un peu du Canada, ce que j'ai fait dans *Réflexions d'un frère siamois* et dans mes conférences depuis sa parution. La caractéristique essentielle, la caractéristique centrale du Canada, est sa complexité, ce qui le rend profondément différent des pays dont la mythologie est très simple. L'idée qui ressort du XIX^e siècle et du mauvais XVIII^e siècle, c'est qu'il faut viser une civilisation simple avec une langue et une religion. Il est préférable que les gens se ressemblent, qu'ils s'entendent sur une mythologie, sur une constitution, bref sur cette idée monolithique d'État-nation.

Depuis ses débuts, le Canada a été l'opposé de cela. Ce que je vais vous dire risque de vous surprendre. Dans l'histoire du Canada, tous genres de groupes se sont rencontrés et il n'y a jamais vraiment eu de

majorité. Même au début, les anglophones c'étaient des Irlandais, des Écossais, des Anglais et d'autres groupes qui parlaient l'anglais. Il n'y a pas vraiment de majorité anglophone ; il n'y a que des groupes qui parlent anglais. Dans ce pays composé de minorités, dont certaines sont plus importantes, je dirais que ce sont les plus petites minorités qui sont les plus intéressantes. J'ai le droit de le dire, puisque j'appartiens moi-même à une des plus grandes minorités. Selon moi, les plus petites minorités au Canada sont plus intéressantes précisément parce qu'elles sont en situation minoritaire et parce que les gens qui les constituent sont obligés d'être plus conscients de leur situation que les gens de la majorité. C'est peut-être bizarre, mais plus on est majoritaire, moins on a besoin de penser. Quand on est majoritaire, on est sûr de soi-même. On est entouré de gens comme nous, donc on n'a pas besoin de penser, on est beaucoup moins conscients, on fait beaucoup moins appel à notre intelligence complexe. En revanche, si vous appartenez à une petite minorité entourée tous les jours de gens appartenant à la majorité, vous êtes obligés de penser à ce qu'il faut faire pour protéger votre langue et à ce qu'il faut faire pour exister dans une société où vous ne faites pas le poids d'une majorité.

Alors, le fait que les minorités sont plus conscientes de leur situation que les groupes majoritaires a eu un effet significatif sur le Canada. Effectivement, je dirais que c'est en grande partie les minorités qui ont défini le Canada au XX^e siècle. Je dirais que le Canada du XX^e siècle a été inventé par les francophones, surtout ceux du Québec, et les fermiers des trois provinces des Prairies. Le modèle canadien a été défini en très grande partie par les fermiers des Prairies et les nationalistes modérés du Québec. Notre politique étrangère a été définie par des francophones et certains intellectuels du Manitoba, plus précisément de Winnipeg. De fait, c'est à l'éditeur du *Winnipeg Free Press* et à des francophones à Ottawa, y compris l'éditeur Henri Bourassa, que revient l'idée de notre politique étrangère. Au XXI^e siècle, les choses ont peu changé ; même si les joueurs ont changé un peu, on se définit toujours à partir des mêmes éléments.

Selon moi, les francophones hors Québec jouent un rôle extrêmement important et continueront de jouer un rôle de plus en plus important dans la redéfinition du Canada au cours de ce siècle. Beaucoup de gens parlent d'assimilation et je sais très bien qu'il y a des problèmes de ce côté-là. Mais encore une fois, il faut se rendre compte que nous sommes tous des êtres humains et que tous les êtres humains sont complexes, pas seulement les Canadiens. Et c'est à cause de cette complexité

que nous sommes capables de faire deux ou trois choses en même temps et, plus souvent qu'autrement, des choses complètement contradictoires. Alors, ce n'est pas surprenant que d'un côté, il y a l'assimilation et de l'autre, une réaffirmation vraiment remarquable des francophones hors Québec, lesquels jouent déjà un rôle important. Voyagez à Ottawa, venez à Rideau Hall et vous vous rendrez compte du nombre de Francophones hors Québec qui parlent, qui travaillent, qui ont des idées et qui jouent un rôle. Ce sont des gens qui sont très conscients de qui ils sont et de ce que signifie être eux-mêmes et être Canadiens.

À mon avis, les autochtones jouent aussi un rôle clé. Les autochtones vont retrouver la force qu'ils ont perdue depuis la première moitié du XIX^e siècle. Ce sont les autochtones de l'Ouest qui vont être les premiers à retrouver leur force tout simplement parce qu'ils y sont plus nombreux. Cette année, en Saskatchewan, un tiers des enfants qui entrent à l'école sont des autochtones, un tiers. Selon les statistiques, dans 25 ans, 50 % des gens qui travaillent en Saskatchewan seront autochtones. Le Manitoba n'est pas très loin derrière. La tendance est moins prononcée ailleurs, mais on la remarque en Alberta, en Colombie-Britannique et un peu partout au Canada. Les autochtones vont jouer un rôle important, non seulement à cause de leur nombre, mais aussi parce qu'une élite se forme au sein des communautés, une élite que j'ai rencontrée. Cette élite est très consciente du fait que les autochtones sont minoritaires et qu'ils devront faire des efforts énormes.

Depuis une dizaine d'années, je remarque l'émergence d'un troisième groupe qu'il est un peu difficile de circonscrire. Il s'agit des nouveaux arrivés au pays. C'est mon expérience que depuis une dizaine d'années, les immigrants parviennent très rapidement à comprendre la nature essentielle de ce pays complexe et, contrairement à la majorité anglophone et même à certains francophones qui préféreraient moins de complexité, ils adorent l'idée de la complexité du pays, avec, entre autres, toutes ses régions.

[Traduction libre] À mon avis, il y aura d'autres groupes. En fait, les agriculteurs des Prairies pourraient fort bien effectuer un retour, mais j'y reviendrai plus tard. J'aimerais partager avec vous quelques-unes des impressions que j'ai ressenties en visitant certains lieux au cours de la tournée de huit jours que la gouverneure générale et moi avons effectuée dans les communautés agricoles et d'élevage du sud de la Saskatchewan et du sud du Manitoba. Nous savons tous que cette région est touchée par la sécheresse, une sécheresse qui dure depuis trois ans.

Nous savons tous à quel point la situation est difficile pour tous ceux dont le gagne-pain est en jeu, gravement en péril. Même si l'année prochaine se révèle une très bonne année, il est peu probable qu'ils puissent reprendre du poil de la bête en un an.

Après avoir quitté Regina, nous avons effectué notre premier arrêt à la plus grande minoterie de farine biologique d'Amérique du Nord. Cette minoterie à la fine pointe de la technologie, extrêmement fascinante, souligne un tout nouveau développement dans la communauté agricole. Ensuite, nous avons visité une exploitation agricole ultramoderne à Rouletta, où des gens merveilleux, 16 familles en fait, manipulent des machines valant des millions de dollars pour travailler 11 000 acres de terre, et ils s'en donnent à cœur joie. Puis, nous nous sommes rendus dans les collines Cypress, nous avons passé une journée à parcourir les terres en compagnie de l'écrivaine Sharon Butala et son mari Peter. Les terres appelées *Old Man on His Back* (Vieil homme sur le dos) ont été données par les Butala à la Société canadienne pour la conservation de la nature, pour qu'elles puissent revenir à leur état naturel, que les bisons puissent les parcourir et qu'elles puissent de nouveau être cultivées. Ensuite, nous sommes allés à Clayton qui se compose désormais de trois maisons et d'un centre communautaire. Il me semble que 150 fermiers et éleveurs y habitent. Puis, nous sommes allés à Medicine Hat où nous avons rencontré un groupe d'enfants épatants, membres du club 4-H. L'une des questions les plus intéressantes, qui en fait n'était pas véritablement une question mais une affirmation, a été posée par un enfant de onze ans : « Vous savez, si le problème du faible prix des produits de base était réglé, on pourrait s'en sortir. » On s'est regardé, Adrienne et moi, et j'ai alors compris que cette rencontre allait être ardue : ces jeunes en savaient plus que nous. Entendre 80 pour cent de ces enfants dire qu'ils voulaient hériter de la ferme familiale malgré la crise m'a semblé encourageant. Puis, nous sommes allés à Taber. Là, la discussion a été axée sur l'irrigation et la production de légumes : les betteraves sucrières, les pommes de terre et les oignons. J'avoue que c'était quelque peu déprimant. Ces gens-là n'arrivent pas à trouver la porte de sortie et ils ne sont pas confiants en l'avenir. Après un arrêt dans une soupe populaire de Lethbridge, nous sommes allés visiter une ferme éolienne ultramoderne près de Pincher Creek, une ferme qui laisse entrevoir de grandes possibilités. Après la ferme éolienne, nous avons visité le bon vieux ranch de Hugh Stanford, Antelope Butte, à cheval. Hugh m'a proposé de prendre son cheval. Risqué pour le cheval ! La chevauchée a duré deux heures et bien que ma dernière chevauchée remonte à il y a quinze ans, j'ai réussi

à rester sur le cheval, à mettre pied à terre et à m'éloigner. Au cours de cette étape de notre voyage, nous avons eu l'occasion de parler à un groupe de véritables éleveurs, de la troisième et quatrième génération pour la plupart. Ce matin, à Calgary, parmi les nombreuses réceptions auxquelles nous devions assister, il y avait celle de Homeless Awareness Week (Semaine de sensibilisation aux sans-abri) à laquelle j'ai donné le coup d'envoi. Bien que nous disions tous qu'une telle semaine ne devrait pas exister parce qu'il n'est pas normal que des gens soient sans abri dans notre société canadienne, il n'en reste pas moins que dans une province comme l'Alberta, c'est une dure réalité. Si je me souviens bien des chiffres qui ont été divulgués aujourd'hui, il y a presque 11 000 sans-abri à Calgary. Le problème existe dans d'autres villes malgré tous les efforts fournis pour le résoudre. Les gens travaillent d'arrache-pied pour éliminer ce problème, mais pour une raison indéterminée, cela ne donne pas de résultats. Plus tard dans la journée, j'ai pris part à plusieurs réunions avec des représentants du programme bilingue «Le français pour l'avenir». Demain, je vais à l'Amiskwaciy Academy, une école secondaire axée sur les questions sociales autochtones dans un contexte pédagogique. Ensuite, je participerai à une table ronde avec des étudiants de la Faculté Saint-Jean.

Nous sommes vraiment étonnées d'avoir toutes ces occasions de rencontrer des citoyens là où ils vivent, dans leurs communautés, d'écouter leurs problèmes et de prendre part à des discussions franches avec eux. C'est fantastique et déprimant à la fois parce que les gens courageux sont très directs. Et quand je leur parle, je fais souvent référence à une longue lettre publique écrite – une Adresse – par Louis-Hippolyte La Fontaine (le premier premier ministre du Canada démocratique) à ses électeurs de Terrebonne en 1840. Dans cette lettre, il annonce qu'il va former une alliance avec Robert Baldwin. Cette alliance dépasserait l'idée même de gouvernement responsable tel qu'on le connaît et tendrait vers un idéal démocratique qui allait devenir le fondement de toute une série de programmes humanistes et définir le Canada du XIX^e siècle. Ces programmes, ce sont ceux dont allaient s'emparer les fermiers des Prairies et les nationalistes modérés du Québec au XX^e siècle, et qui allaient leur donner une nouvelle forme. Le véritable lien entre cette Adresse et le programme humaniste est des plus intéressants.

En réalité, je suis convaincu que cette lettre est le document le plus important qui a servi à définir ce que le Canada pouvait devenir et ce qu'il est en partie devenu. Et pourtant, personne ne connaît cette lettre.

Elle est rarement reproduite. Dans les quelques livres universitaires qui la reproduisent, les éditeurs ont soigneusement supprimé toutes les mentions d'éthique, d'idées, de relations humaines et sur l'état du pays. Ce qu'il reste – les relations constitutionnelles – est d'un ennui indicible. Nous devrions vraiment faire quelque chose pour faire connaître ce document. Personnellement, dans chaque discours que je prononce, je lis un extrait de cette lettre, l'extrait qui selon moi représente le cœur du document, on pourrait aller jusqu'à dire le cœur, l'extrait principal traitant de la conceptualisation de ce que le Canada allait devenir. L'extrait que je vais citer est tiré de la version en français de la lettre :

Pour nous empêcher d'en jouir, il faudrait détruire l'égalité sociale qui forme le caractère distinctif tant de la population du Haut-Canada que celle du Bas-Canada. Car cette égalité sociale doit nécessairement amener notre liberté politique.

[Traduction libre] Bien que l'Alberta ait fait son entrée au Canada un peu plus tard, si on analyse effectivement la mythologie de l'Alberta, sa mythologie égalitaire, c'est exactement ce que je viens de vous lire. Il y a cette phrase qui revient constamment dans le récit de la création du pays, parce que depuis les années 1790 et officiellement depuis les années 1840, les Canadiens sont habitués et ils ont accepté l'idée qu'ils appartiennent à une société extrêmement complexe. Ils ont accepté l'idée que leur société était née dans la complexité, que le modèle de 1848, le modèle de La Fontaine-Baldwin n'était pas un modèle monolithique, qu'il allait dans la direction directement opposée de celle prise par l'Europe et les États-Unis. Tous les autres prenaient la direction monolithique : une langue, une religion, une constitution, une idée, tout le monde d'accord. Et puis, il y a cette pauvre petite colonie, là-bas dans un coin, ou en fait là-haut dans le Nord, entourée d'eau, qui n'a qu'une seule frontière, et qui va dans la direction opposée pour toutes sortes de raisons, toutes très intéressantes et très intellectuelles. Cette colonie était en train de fonder une société qui allait reposer, dès le départ, sur l'idée, l'idée imaginée, qu'il y aurait plus d'une culture, plus d'une langue et plus d'une religion. Nous devons reconnaître que dès le départ, cette société a été bâtie avec beaucoup de failles, beaucoup d'hypocrisie et beaucoup d'exclusion.

J'aimerais faire appel à une image dont je me suis déjà servi, l'image du gratte-ciel, ce qui peut sembler déplacé dix jours après que d'autres gratte-ciels se sont effondrés. Mon image, c'est celle du gratte-ciel comme société, un gratte-ciel bâti sur une fondation triangulaire, qui remonte à

plusieurs siècles, qui remonte à quatre à cinq cents ans d'histoire autochtone, francophone et anglophone et à l'histoire de leurs relations. Au XIX^e siècle, nous avons trahi cette idée, nous avons fait comme si le premier pilier – les autochtones – n'existait pas. D'aucuns ont fait comme si le deuxième pilier – le pilier francophone – n'était pas là non plus. En réalité, ce qui a été dit importe peu, les deux piliers étaient bien là. On ne peut tout simplement pas les renier et s'attendre à ce qu'ils disparaissent. S'ils disparaissent, l'édifice s'effondre. C'est comme ça qu'on s'aperçoit qu'ils ont disparu. Parce qu'ils sont la fondation sur laquelle nous avons bâti notre société. Et puis, nous avons cimenté ce triangle, cette fondation triangulaire, par la création des métis. Peut-être que la création la plus originale des autochtones, des francophones et des anglophones, leur création commune, a été justement la naissance des métis. Il n'est pas déplacé d'affirmer et de réaffirmer que cette naissance a été extrêmement importante parce que les métis, dans une large mesure, ont défini la partie ouest du Canada avant l'arrivée des fermiers. Ils ont joué un rôle décisif parce qu'ils ont délimité les frontières et qu'ils ont nourri la population. On assiste à un retour intéressant des métis, un retour important pour la société canadienne parce qu'ils cimentent ces trois piliers. Nous avons besoin qu'ils nous aident à dénouer le fil de notre propre complexité, à comprendre la structure de notre édifice. Les étages supérieurs, au-dessus de la fondation triangulaire, ont été bâtis par les vagues successives de l'immigration.

Finalement, il importe peu de savoir qui est plus important que l'autre, qui a une plus grande population que l'autre, qui a le pouvoir et qui ne l'a pas. On ne peut pas supprimer une partie de la fondation d'un édifice. On ne peut pas enlever le ciment et on ne peut pas enlever un étage. Si on veut supprimer le 33^e étage parce qu'on pense qu'il n'est plus important, cela devient un peu gênant si on est venu après et qu'on est logé au 51^e étage. C'est un édifice, c'est une structure, chaque composante de la structure est d'importance égale. La structure a une fondation et des étages au-dessus.

En réalité, rien dans la construction de cette société ne s'est produit accidentellement. Ce ne fut pas, comme de nombreux historiens l'ont affirmé, une réaction à la guerre civile aux États-Unis. Nous n'avons pas formé une Confédération parce que nous étions effrayés. Ce point de vue reflète un point de vue de la création de notre pays empreint de haine de soi. Ces historiens voudraient nous faire croire que les Britanniques qui ne nous voulaient plus vraiment nous auraient poussés vers la sortie

et que nous aurions formé une confédération parce que nous avons peur des Américains. Tout cela, qui compose le chant officiel de la création du Canada, est une invention tellement absurde, montée de toutes pièces par les historiens de l'Empire à la fin du XIX^e siècle pour justifier leurs prises de position impérialistes et pour effacer la mémoire et la réalité des fondations, des véritables fondations, des fondations intellectuelles sur lesquelles s'est bâti le pays.

Réfléchissez à cette complexité intellectuelle un instant : un pays qui n'est pas axé sur les majorités, un pays qui n'est pas axé sur le remplacement d'un groupe par un autre. J'entends souvent les gens dire que puisque le groupe X est désormais le groupe majoritaire en Alberta, pourquoi devrions-nous nous soucier du groupe Y qui est maintenant plus petit ? Bon, si tel est votre argument, disons que le groupe Z arrive, vous êtes maintenant dans les problèmes jusqu'au cou parce que vous venez de donner au groupe Z les raisons de vous supprimer. Ce n'est pas comme ça que les pays fonctionnent, les pays ont une véritable mémoire. Il ne s'agit pas de remplacer un groupe par un autre, il s'agit plutôt d'un équilibre très difficile, profondément enraciné dans l'histoire des minorités de ce pays et dans l'histoire d'un pays qui est plus ou moins non violent.

Je sais que nous pouvons dresser une liste de toutes les horribles choses qui se sont produites au cours de notre histoire. Nous connaissons tous cette liste. Mais je parle ici en termes internationaux purs et durs, en employant la définition classique de la violence civile, à savoir des citoyens qui tuent d'autres citoyens, des policiers et des soldats qui tuent des citoyens, des guerres civiles. Selon mes calculs, depuis 1867, nous avons tué environ 85 personnes, la plupart en un seul jour à Batoche. Et puis, il y a aussi les diverses émeutes, les incidents : à Vancouver (1919), Québec (1917), Pierre Laporte (1970). On peut détailler chaque incident et véritablement nommer chacune des personnes tuées pour des raisons politiques au Canada. Si on compare ce chiffre de 85 au nombre de victimes politiques de nos plus proches amis et alliés, vous comprendrez la différence dont je parle ici. Aux États-Unis, au cours des cent ans qui ont séparé 1860 de 1960 ou entre 1870 et 1970, je ne me souviens plus exactement, un nombre de 4 675 Américains noirs ont été lynchés et presque le même nombre a été lynché légalement, c'est-à-dire qu'ils ont été pendus après un procès qui n'a duré que quelques minutes. Ces chiffres n'incluent pas les victimes des émeutes raciales. Nous pourrions analyser le nombre de victimes dans les conflits qui ont éclaté dans les démocraties : plusieurs milliers rien qu'en Irlande du Nord au cours des

quelques dernières dizaines d'années, au Pays basque, en Corse, les Brigades rouges, en France immédiatement après la fin de la Deuxième Guerre mondiale, la guerre civile en Espagne, la liste peut continuer ainsi. Toujours est-il que l'histoire de nombreuses démocraties a été profondément violente, qu'elle a occasionné la mort de milliers de citoyens tués par d'autres citoyens, parfois des centaines de milliers, voire des millions.

Même si vous dressiez la liste de toutes ces choses vraiment stupides, horribles et racistes que nous avons faites, quand vous atteignez ce que j'appelle la ligne de démarcation d'une société, à savoir : « Les avez-vous tués, les avez-vous vraiment tués ? », notre bilan est relativement bon. Il se peut que sur d'autres fronts, nous ne soyons pas si bons que ça, mais quand vous analysez une société du point de vue des minorités qui parviennent à vivre ensemble dans cette société, nous nous en sortons bien. Nous avons réussi dans ce domaine parce que nous avons commencé par définir l'inclusion. Au départ, nous n'avons inclus que peu de groupes et nous en avons exclu d'autres. Nous n'avons pas dit que c'était parce qu'ils étaient blancs, parce qu'ils étaient humains, parce qu'ils étaient adultes. Nous avons tout simplement trouvé différents moyens de les exclure. Il est vrai que les francophones à l'extérieur du Québec ont été exclus dans une large mesure, que les Chinois, les Japonais et d'autres groupes ont été exclus différemment. Il n'en reste pas moins que l'histoire du Canada, au cours de ses deux premiers siècles et demi d'existence, plus particulièrement au cours des derniers cinquante à soixante-dix ans, décrit la façon dont nous avons progressivement élargi notre première définition de l'inclusion pour finalement inclure tout le monde. Progressivement, grâce en grande partie à cette première définition, l'esprit formalisé dont on peut retracer la naissance à 1792 à Québec et qui a été formulé précisément en 1840 par La Fontaine et Baldwin, nous avons pu continuer à élargir cette idée de pluralité et choisir une société non monolithique.

Joseph Conrad a dit : « La tolérance est une vertu extrêmement difficile. Plus difficile pour certains que l'héroïsme. Plus difficile que la compassion. » Je pense qu'il avait raison. Nous avons lutté dans ce pays pour découvrir des façons d'être tolérant au sein de notre société. Bien que nous nous rapprochions du but, de bien des façons nous ne cessons de retomber en arrière. Ces sans-abri en sont un exemple typique. Mais en termes de notions traditionnelles sur le racisme, nous avons progressé comme jamais auparavant, nous sommes devenus beaucoup plus inclusifs.

L'un des plus grands problèmes auxquels nous sommes confrontés quand nous essayons de gérer cette complexité, c'est l'urbanisation. Parce

que nous vivons de plus en plus dans les villes, nous avons oublié la nature proprement dite de ce pays, cette gigantesque masse terrestre, habitée par une population relativement faible. De plus en plus, nous sommes confrontés à une nouvelle mythologie, celle d'un pays essentiellement composé d'habitants urbains aux prises avec des problèmes urbains. En vérité, il y a d'énormes problèmes urbains dans nos villes, notamment le problème des sans-abris et les difficultés qu'éprouvent les nouveaux immigrants à s'adapter. Bien que ces problèmes soient peut-être moins visibles à Edmonton qu'à Toronto ou à Vancouver, il n'en demeure pas moins que nous devons régler ces problèmes dans chacune de nos villes. Mais ce faisant, nous ne devons pas nous concentrer uniquement sur notre nature urbaine et oublier qu'essentiellement, ce pays, parce qu'il est tellement immense, a toujours été un lieu où l'équilibre est nécessaire, un équilibre qui doit être maintenu entre les gens et l'espace. Contrairement aux États-Unis et à l'Europe, aux XIX^e et XVIII^e siècles, à leurs modèles d'États-nations où les habitants dominent rationnellement la terre, ce pays n'est pas un lieu qui peut être contrôlé, qui peut se décomposer en jardins rousseauistes qu'il suffit de replanter en imaginant qu'il s'agit d'une forêt qui pourra par la suite devenir le sujet de longs essais sur la nature. Ce lieu est le lieu où nous vivons, tout comme les Australiens et d'autres peuples vivent dans d'autres pays du monde. Nous vivons aux côtés d'une nature qui ne pourra jamais être maîtrisée, qui ne peut pas être maîtrisée parce qu'elle n'est pas censée être maîtrisée. De bien des façons, la nature doit être notre pendant dans cette société. Si nous ne pouvons imaginer la réalité d'un Canada pleinement physique qui nous transcende, alors honnêtement, le pays s'effondrera parce que nous ne pourrions conserver la deuxième plus grande masse terrestre du monde que si elle est au cœur de notre mythologie et de la conception que nous avons de nous-mêmes. Cela ne marche tout simplement pas ainsi. Si nos villes ne peuvent s'imaginer devenir les capitales de tout le pays, y compris celles du Nord, y compris les villes les plus isolées, y compris les régions agricoles, alors en tant que villes, elles échoueront et notre pays s'effondrera. Elles échoueront parce que les divisions entre elles seront tellement profondes que nous deviendrons comme l'Argentine des années 1940 et 1950, quand la fracture entre Buenos Aires et le reste du pays était énorme. Nous devons faire en sorte que cela ne se produise pas ici.

Une autre caractéristique de notre complexité, c'est que nous avons toujours été un pays pauvre. En plus d'être marginaux, d'être situés au Nord, d'être étranges, particuliers, nous étions également pauvres, très pauvres. Notre pays est un pays où il est difficile de vivre en raison des

hivers, parce qu'il est difficile d'y faire pousser quoi que ce soit, et parce qu'il est difficile de faire sortir les produits de base. Bien que nous ayons beaucoup de produits de base, nous étions pauvres. Tous les historiens de l'économie, qu'ils soient de droite ou de gauche, s'entendent pour dire que les pays qui dépendent de produits non réglementés s'appauvrissent. Peu importe la richesse des pays, ils deviennent pauvres parce que les produits atterrissent dans les mains d'un petit nombre de gens et que finalement chaque personne ne dispose que d'une quantité infime de ce produit. Vous pouvez faire le tour du monde et vous remarquerez qu'il y a des pays riches en produits de base qui sont pauvres. Cela ne suffit pas d'avoir du pétrole, des arbres, du gaz et du blé, il faut organiser la richesse pour qu'elle ne glisse pas des mains. Bâtir la prospérité de toute une société, c'est dans un sens ce que nous avons fait quand nous avons bâti cette société très complexe et difficile. En un sens, nous avons pris les rênes de nos produits de base, suffisamment pour répartir la richesse entre tous les habitants du pays.

De plus, nous avons fait quelque chose d'extraordinaire. Après les années 1840, les chefs des mouvements démocratiques de chaque province étaient également les chefs de file d'un mouvement prônant l'éducation publique universelle. M^{me} Hole a parlé un peu plus tôt de ce mouvement, un mouvement en lequel, il me semble, la plupart d'entre vous croient. Mais nous oublions que l'éducation publique universelle était au cœur de la mythologie et de la réalité du Canada, de la création d'un Canada comme société démocratique, d'une société régionale, multiculturelle et multilingue après 1840. La Fontaine, Baldwin, Tupper, Howe, Wilmont et De Cosmos font partie de ceux qui étaient obsédés par l'éducation publique. Pour eux, il s'agissait d'un fac-similé de la démocratie.

Pour finir, je veux revenir à l'idée que, dans une large mesure, le Canada du XX^e siècle a été défini par les fermiers des Prairies et le mouvement agricole des Prairies entre 1905 et 1910, quand les notions telles que «calcul national du revenu» ou «redistribution nationale des richesses» sont apparues. Ces idées ont mené aux paiements de transfert, à l'assurance maladie, au vote des femmes et à une longue liste d'innovations.

Voilà mon interprétation de l'histoire du Canada. Il faut que nous la connaissions cette histoire si nous voulons contribuer à l'épanouissement de notre société. Je crois qu'une des contributions extraordinaires de la Faculté Saint-Jean à la société de cette université, de l'Ouest et du Canada, c'est de s'engager dans la voie des études de l'histoire canadienne.

Cette initiative est importante parce qu'il n'y a pas beaucoup de gens qui s'engagent dans le domaine et encore moins qui travaillent en même temps des points de vue anglophone et francophone. Il y a même beaucoup de membres de la communauté intellectuelle, entre autres, qui nient l'idéal de leur société. Convaincus que cet idéal n'a pas de fondements valables, ils croient qu'il faut embrasser l'idée globale et laisser tomber les idées locale et nationale. Peut-on vraiment faire disparaître une chose en faveur d'une autre ? Peut-on vraiment entretenir une vision entre les deux ? Peut-on vraiment réussir l'international sans réussir le local et le national ? Tout rêve mondial, économique, social, politique et juridique, entre autres, est construit sur une compréhension de soi-même et sur une société qui fonctionne, sur des sociétés qui fonctionnent. Si on oublie qui nous sommes, on ne se voit plus que dans le miroir des autres et il est très dangereux de se voir uniquement dans le miroir des autres. Quand on se voit uniquement dans le miroir des autres, on s'attend toujours que les autres nous fassent des compliments, qu'ils nous disent que nous sommes merveilleux, que nos villes sont merveilleuses, que nous sommes des alliés fabuleux. Quand nous nous voyons uniquement dans le miroir des autres, nous avons perdu l'idée de notre propre société, de sa valeur et de son importance.

Il faut fonder nos actions sur QUI nous sommes, sinon nous ne serons pas capables de nous expliquer ou de progresser dans les débats internationaux. Si vous ne savez pas qui vous êtes, vous n'allez pas réussir à l'échelle nationale et les gens ne vous écouteront pas. Les gens vous écouteront dans la mesure où vous savez qui vous êtes.

Le Canada, qui, après la Belgique et la Grande-Bretagne, figure au troisième rang dans l'histoire des démocraties continuelles, est un exemple d'une société qui a appris à se connaître. Notre système démocratique et notre connaissance de qui nous sommes sont profondément ancrés dans l'histoire, une longue histoire qui, soit dit en passant, n'a pas connu de coup d'État. Au cours des décennies, nous avons compris ce qui réussit et ce qui ne réussit pas et notre longue expérience de la complexité nous a permis de comprendre le phénomène de la mondialisation.

Les événements des deux dernières semaines illustrent bien la complexité du monde dans lequel nous vivons. C'est une tragédie énorme, non seulement pour les Américains, mais aussi pour les Canadiens. Ça nous place devant d'énormes problèmes politiques et militaires. Comment peut-on faire une guerre contre les terroristes sans créer d'autres terroristes ? Voilà un grave problème dont la solution n'est pas claire.

Mais ces événements nous ont enseigné des choses, des petites choses. Ça fait plus de quinze ans qu'on est à genoux devant la technologie. Même si nos élites nous avertissent sans arrêt des dangers de la technologie, il est difficile de créer des politiques claires et nettes. Parce que la révolution technologique est continue, nous sommes toujours à la remorque des innovations technologiques. C'est fabuleux ! Il faut mettre chaque enfant devant un écran dans nos écoles. Il faut apprendre aux enfants comment composer avec la technologie. Vous connaissez le discours : les machines sont plus intelligentes que nous ; elles vont plus vite que nous ; elles sont la voie de l'avenir. Mais là, on a eu un petit rappel : on peut prendre un petit couteau, un exacto, pour découper un journal ou couper une gorge. On peut prendre un avion pour aller en vacances sur la plage en Floride ou pour tuer six mille personnes.

La technologie ne vaut rien ! C'est-à-dire que la technologie n'a pas de direction, n'a pas d'intelligence, n'a pas de forme, n'a aucune idée du futur. La technologie est idiote ! La technologie est bête ! Ce qui compte, c'est de savoir comment s'en servir. Si dans une démocratie complexe et sophistiquée nous croyons qu'il n'est pas possible de contrôler le progrès technologique, je vous assure qu'il y en a d'autres qui ne sont pas si bêtes qui vont comprendre qu'ils peuvent tirer profit de n'importe quel élément de notre technologie. Les événements du 11 septembre nous offrent une énorme leçon, un rappel à la réalité.

Notre obsession du managérialisme, notre obsession de gérer, peut expliquer notre inconscience face à la technologie. Il faut avoir des managers pour tout ! Tout le monde doit être expert dans la « forme » des choses. Tout le monde doit savoir gérer les structures des choses. Pour nous, le contenu est secondaire, même tertiaire. On paie des gens pour le contenu. L'important pour un directeur général, c'est la forme et non le contenu. C'est un fait que depuis plusieurs décennies, la méthodologie a été la chose la plus importante dans notre société et nous avons agi en conséquence. Si on maintient toujours cette croyance, on est en train de se désarmer devant des gens qui ne sont pas si bêtes, devant des gens qui croient en quelque chose de positif ou de négatif, qui ont des idées positives et négatives. Nous avons affaire à des gens qui préfèrent utiliser les méthodologies plutôt que de croire que c'est la méthodologie qui donne la direction.

Il n'y a pas de direction dans la méthodologie. La grande erreur de nos écoles d'affaires, de nos écoles d'administration se retrouve dans leur façon d'enseigner tout un tas de choses. On est obsédé par l'idée

qu'il y a une direction dans la forme. Il n'y en a pas ! C'est le contenu qui donne la direction. Notre grande faiblesse depuis quelques années est attribuable à notre refus d'accepter cette vérité. De fait, on a mis en place une élite qui est payée, en partie, pour nier l'idée du contenu. C'est une des choses qui a affaibli notre système d'éducation public dont madame Hole a parlé plus tôt. Il est naïf de croire que les théories économiques abstraites décident d'elles-mêmes de notre futur. L'argument central des prix Nobel de l'économie soutient qu'il y a une main invisible qui doit descendre d'en haut pour établir un équilibre naturel dans l'économie internationale. Pendant que nous attendons ce miracle qui relève d'une superstition du Moyen Âge, surnommé l'économie de Chicago, les autres, qui ne sont pas aussi bêtes et qui savent qu'il faut donner une direction à l'économie, une direction qui est donnée par les êtres humains, agissent.

Je vais donner un exemple de contradictions ridicules qui découlent de notre façon de voir la réalité publique. Il y a déjà douze ans, on acclamait la chute du mur de Berlin comme preuve que la démocratie l'avait emporté sur le communisme. Aujourd'hui, ces mêmes gens déclarent avec enthousiasme que, grâce à la mondialisation, les États-nations ont beaucoup moins de pouvoir et sont en train de mourir. Toutefois, il appert que le seul endroit où la démocratie existe, c'est à l'intérieur des États-nations. Si les États-nations sont en train de mourir, la démocratie est en train de mourir et nous avons un grave problème. Cet exemple illustre à quel point on ne pense pas de façon intégrée. La réalité, c'est que les compagnies privées sont des compagnies privées et que les sociétés sont obsédées par l'idée que l'intérêt personnel peut gérer une société et lui donner une direction. Cette idée-là ne peut que mener à la catastrophe parce que c'est une approche qui ne tient compte que du court et du moyen terme. Pour diriger une société, il faut partir de l'idée du bien public. Si on n'est pas guidé par une idée du bien public, la société sera dirigée par des idéologues. Le vrai choix se situe entre la direction par des idéologues et la participation des citoyens dans le bien public. L'intérêt personnel vient en deuxième lieu.

[Traduction libre] Socrate et Pythagore ont engagé cette magnifique conversation qui me semble très pertinente dans le contexte de la discussion d'aujourd'hui. Au cours de leur conversation, ils retracent la formation de la société par Zeus et Hermès. Zeus envoya Hermès distribuer des aptitudes. Hermès partit donc et distribua des aptitudes aux potiers, d'autres aux fermiers, certaines autres aux fabricants d'instruments, aux forgerons d'épée, aux soldats et aux économistes sans vraiment

faire attention à qui recevait quoi. À chacun, il remit quelques aptitudes parce qu'il ne voulait pas que quiconque en ait trop. Bien vite, il apparut qu'une telle distribution d'aptitudes spécialisées ne permettait pas à ces gens de vivre ensemble, ils ne disposaient d'aucun moyen pour créer une société, une *polis*. Hermès retourna donc voir Zeus pour lui signaler le problème. Zeus le renvoya sur terre pour distribuer le «droit» et «l'honneur». Le «droit», c'est plus ou moins le sens de la justice et de la vérité publique, de la loi, de l'ordre social, de la liberté d'expression, du débat, de la prise de décisions et de la pression constructive. Quant à «l'honneur», c'est plutôt le sentiment de la *polis*, d'une communauté sécuritaire, d'un individualisme responsable et des limites. Personne ne peut tout posséder parce qu'il ou elle ne représente qu'un seul individu au sein d'une société. Et puisque personne ne peut détenir l'entière vérité, il ou elle doit être capable de faire preuve de retenue. Hermès posa alors la question : «Devrais-je distribuer le "droit" et "l'honneur" de la même façon que j'ai distribué les aptitudes à quelques personnes, aux chefs?» Zeus répondit : «Non, distribue le "droit" et "l'honneur" à tout le monde, fais en sorte que chaque personne ait sa part parce que les villes ne peuvent pas exister si une poignée seulement se partage les vertus.» Et c'est là le fondement de la citoyenneté, d'une citoyenneté engagée, selon laquelle fonctionnent les sociétés comme la nôtre. Nous devons être convaincus que derrière nos aptitudes et nos spécialisations, il y a quelque chose de bien plus important, le sentiment du «droit» et de «l'honneur», qu'il y a notre talent en tant que citoyens, un talent que nous partageons en quelque sorte avec tous les citoyens. Bien sûr, les idées de «droit» et d'«honneur» reposent sur le concept sous-jacent d'égalitarisme.

Certes, je comprends que les sociétés se déclinent de mille façons, elles entrent toutefois dans deux catégories. D'une part, il y a celles qui ont plus ou moins la forme d'une pyramide, de l'autre, celles qui ont la forme d'un losange.

La «société pyramidale» est ce que j'appellerais la «société platoniste», la société élitiste, corporatiste. La majorité des membres de cette société sont tout en bas. Et à mesure qu'on se dirige vers le haut de la pyramide, il y a de moins en moins de gens qui ont de plus en plus de pouvoir parce qu'ils ne cessent d'exceller dans leur domaine. Finalement, on retrouve le dieu ou le président nécessaire, ou autre, tout au sommet. Dans le roman de Bacon, *La Nouvelle Atlantide*, la société avait en fait la forme d'une pyramide renversée dans le sol, et donc, on ne voyait jamais le dieu qui était dans la pièce du bas. C'est un peu l'histoire du *Magicien*